



L'après 11 mai ? Ras-le-bol de leurs injonctions incohérentes, inversons les chaînes de commandement !

En ce 11 mai de « déconfinement » passablement incohérent, pour ne pas dire criminel car à nouveau c'est la presse et la promiscuité dans les transports pour aller au boulot, sans possibilité de respect des gestes barrière, la confiance accordée au gouvernement pour gérer la crise est au plus bas. Tous les dirigeants politiques ou patronaux craignent de subir le discrédit gouvernemental et se renvoient la patate chaude. Responsables ? Oui, ils le sont. Mais devant les actionnaires et leur pognon, pas devant nous ni les vies humaines.

Du côté de la gauche...

Les partis qui se disent de gauche seraient, paraît-il, devenus plus responsables grâce à la crise. Les uns et les autres s'invitent, font des Zooms pour discuter des choses vraiment « sérieuses » : les élections de 2022 ! Jean-Luc Mélenchon, soudain assagi, déclare au journal espagnol *El País*, que si jusqu'à maintenant il a usé de « la stratégie du choc frontal », il la considère comme contre-productive en période de crise sanitaire. « *Il n'est pas question d'agresser ceux qui nous gouvernent* », prévient-il.

... et des confédérations syndicales

Les directions syndicales et le patronat discutent et s'entendent apparemment très bien. Les travailleurs de Renault et de PSA se sont vu imposer la suppression de congés et de RTT et le passage de la semaine à six jours pour maintenir un salaire à 100 %. L'accord est signé par FO et la CFDT. La CGT des entreprises en question a refusé de signer ces accords.

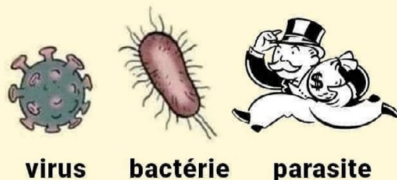
Mais du côté de la direction confédérale CGT, on montre nettement moins d'audace. La CGT allait-elle lancer un appel national aux travailleurs non-essentiels pour exercer leur droit de retrait afin d'échapper à une seconde vague du Covid-19 ? demandait-on sur *France Inter*. Réponse de Philippe Martinez : il accorde aux travailleurs isolés le droit de prendre « *individuellement* » une décision – autrement dit, il leur accorde... ce qui est dans la loi. Ce qui équivaut à refuser d'organiser une quelconque riposte collective. Son espoir ? Que « *le président de la République se rende compte du rôle essentiel des syndicats* ». Si ce rôle, c'est pour mieux nous faire reprendre le chemin du chantier ou des bureaux, alors oui, peut-être Macron daignera-t-il prêter l'oreille...

Pas de crise pour les milliardaires

Il y a les entreprises qui pleurent après les commandes et se font assister à coups de milliards par l'État, tout en projetant des plans de licenciements. Et il y a celles dont les affaires sont d'ores et déjà très juteuses, comme la grande distribution qui a trouvé le moyen de revenir sur sa promesse faite au mois de mars de primes de 1 000 euros pour tous les salariés. Pour tous ceux qui bossent à temps partiel – et ils sont nombreux en caisse à être concernés –, la prime sera au prorata de leurs heures.

Le site d'infos *Reporterre* indique ainsi que la fortune des milliardaires aux États-Unis a augmenté de 282 milliards de dollars depuis le début de la pandémie.

SACHEZ LES RECONNAITRE



Quand le monde du travail chassera la bourgeoisie des leviers de commande

Avec la vague de licenciements à l'horizon, et les indemnités chômage vite épuisées (rappelons qu'une loi inique sur l'indemnisation du chômage n'a été que reportée dans son application), patrons et gouvernement ne manqueront pas de faire

pression sur les chômeurs pour qu'ils acceptent n'importe quel boulot 48 heures par semaine.

Alors comment opposer notre reprise à la leur ? Dans chaque secteur, les travailleurs – et à leur façon aussi les petits commerçants indépendants et auto-entrepreneurs – sont confrontés à des problèmes qui touchent l'ensemble du monde du travail. Toutes celles et ceux qui ne vivent pas du travail des autres. Que l'on soit dans les transports, l'automobile, la santé, à la poste, ou même dans l'Éducation nationale, nous pouvons y répondre ensemble, avec des objectifs correspondant aux intérêts de tous. Oui, il va falloir se retrousser les manches, mais pour mettre le nez dans la gestion de chacun de ces secteurs, et ensemble, dans la gestion de la société.

1, 2, 3... Sanctions

A l'atelier MRF de Saint-Ouen, des rapports ont été mis à 3 collègues en une seule journée, alors même que les erreurs sanctionnées faisaient suite à la pression des chefs pour accélérer les cadences. Faut croire que l'encadrement, pas très présent pendant le confinement, est revenu en pleine forme. A croire surtout que la RATP a bel et bien décidé de nous faire payer la moindre erreur dans une période où de nombreuses entreprises (dont la SNCF) prévoient de licencier pour rétablir les profits.

Mauvaise note au test pour la direction

Forte suspicion d'un nouveau cas, cette fois à l'atelier Pleyel. La direction est au courant depuis lundi de l'état de notre collègue mais ce n'est que jeudi qu'il est testé. En attendant, tous les collègues ayant été en contact avec lui lundi continuent à travailler. Aucune mesure de précaution. On nous donne rien : ni information, ni test, que du travail risqué, alors donnons-leur une bonne leçon !

Washing masquaine

La régie nous distribue depuis la semaine dernière des masques en tissu servant à nous protéger lors des allers et retours au travail. Petit problème: ce sont des masques lavables (peu efficace pour se protéger) que nous devons réutiliser chaque jour. Mais la direction a dû oublier qu'elle nous obligeait à nous rendre au boulot tous les jours. Alors le soir, vite, vite, à nous de laver et sécher nos deux masques dans la nuit pour retourner au turbin le lendemain.

Des p'tits ronds, des p'tits ronds

« Autocollant partout ! » semble être le nouveau crédo de la direction contre le virus : des ronds sur le sol, les sièges, les quais ... Qui ont vite disparu sous les pieds des milliers de travailleurs contraints de retourner au travail cette semaine. Le retour de l'épidémie qu'importe, tant qu'il y a le retour des profits pour les patrons. Pour eux les ronds dans les poches, pour nous les ronds sur le sol !

Bleu noir, la nouvelle tendance ?

Nos bleus de travail sont lavés par des prestataires. Sauf que, depuis mars, ils sont réquisitionnés par les hôpitaux. A nous donc de gérer les retards et les pertes engendrés par cette situation. La taule n'en a que faire, et nous soit on court partout pour récupérer nos bleus, soit on travaille sale, soit on lave chez nous. Aucune de ces réponses n'est la bonne !

Après le dépôt-à-dépôt, le virus-à-virus?

Alors que le virus est susceptible de circuler d'avantage étant donné l'augmentation du nombre d'utilisateurs, les services dépôt-à-dépôt mis en place pendant le confinement sont supprimés. Résultat ? Un bus peut faire plusieurs services sans être décontaminé. Et matin et soir, c'est aux machinistes de s'organiser pour aller chercher leurs affaires, en démultipliant le temps passé dans les transports pour les collègues.

HIS : circulez, il n'y a rien à voir

La direction interdit la tenue des heures d'infos syndicales (HIS) dans les dépôts par mesure sanitaire. N'est-ce pas cette même direction qui nous répète que nos lieux de travail sont sûrs et désinfectés pour peu qu'on respecte les distances de sécurité !? Elle qui organise des conseils de discipline et des commissions de classement en présentiel !? Ce dont a peur la direction, c'est qu'on discute entre collègues de nos conditions de travail, et de la façon catastrophique dont elle a géré la crise sanitaire.

Circuit de circulation

La direction s'est crue dans Mario Kart en imposant partout où elle peut un sens unique de circulation pour éviter qu'on se croise. Un jeu de piste qui est loin de nous faciliter la tâche, et lorsqu'on veut se rendre aux toilettes (quand elles ne sont pas fermées) c'est un parcours du combattant.

Lachambeaudie se refait une beauté

Dès le 29 mai prochain, Lachambeaudie ouvrira grand ses portes pour reprendre tous les conseils de discipline qui n'ont pas pu se tenir pendant le confinement. Du plexiglas, du gel hydroalcoolique, des lingettes, des masques, du scotch, des stylos désinfectés... Pour réprimer (notamment les grévistes de l'hiver !), la RATP sort les grands moyens. C'est la direction que l'on doit juger et sanctionner pour mise en danger de ses salariés !

Ce n'est pas à nous de payer la crise sanitaire

Dès le 11 mai nous étions à nouveau nombreux au travail. Il ne faut pas attendre pour se réunir, sans se contaminer, et discuter entre nous de la nécessaire riposte aux attaques qui pleuvent : sanction, vol de nos jours de congés, menaces de suppressions de postes, etc. Oui, il faut reprendre au plus vite le chemin de la lutte pour nos revendications : des moyens pour les mesures sanitaires, interdiction des licenciements, réduction du temps de travail et augmentation générale des salaires !

Pendant ce temps à la SNCF...

Sur le secteur Paris Est de la SNCF, 5 militants syndicalistes sont visés par des sanctions disciplinaires. Les entretiens disciplinaires auront lieu la semaine prochaine. Les différents syndicats appellent à la grève lundi pour dénoncer cette répression. Soyons nombreux à montrer notre solidarité !

École ou garderie du MEDEF !

Pour « libérer » les parents et les renvoyer au travail, la rentrée s'est faite dans les écoles. Les enfants sont supposés rester assis sans possibilité de se déplacer, d'aller vers ses petits camarades... Dans certaines écoles, le zèle est poussé jusqu'à dessiner des carrés à la craie dans la cour de récréation, et à les-y enfermer ! Et pour obliger les parents réticents (et on les comprends!) d'y envoyer leurs enfants, le gouvernement annonce une baisse du chômage partiel à partir de début juin.

Les ouvriers envoyés à l'abattoir

En Allemagne, avec déconfinement, plusieurs foyers d'épidémie ont éclaté, principalement dans des usines où des centaines d'ouvriers bossent dans des conditions de travail et sanitaires déplorables. Dans une usine de transformation de viande 230 ouvriers sur 1 200 ont déjà été testés positifs au COVID-19. Dans un autre abattoir une centaine de salariés ont été contaminés. Ne risquons pas notre vie pour leurs profits !

Sandouville ferme, d'autres l'ouvrent...

Une décision du tribunal du Havre a obligé les patrons de l'usine Renault de Sandouville à suspendre le redémarrage de la production, car les mesures de sécurité n'étaient pas suffisantes. Décision du tribunal pour laquelle Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, et Valérie Pécresse, ont accusé la CGT d'être « irresponsable ». Parce qu'on devrait accepter de travailler dans n'importe quelles conditions ?

SI LE BULLETIN T'A PLU, N'HÉSITE PAS À LE PARTAGER ET À LE FAIRE CIRCULER AUTOUR DE TOI !

NOTRE SITE: <https://www.convergencesrevolutionnaires.org/>

TOUTES NOS PUBLICATIONS SUR FACEBOOK, INSTAGRAM, TWITTER :

CONVERGENCES RÉVOLUTIONNAIRES